



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

16 et 17 Février 2011

16 و 17 فبراير 2011

Réunion de la Commission chargée du partenariat

Dans le cadre du partenariat établi entre le Conseil consultatif des droits de l'Homme et le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la Commission mixte chargée de la mise en oeuvre du partenariat a tenu, lundi dernier à Rabat, une réunion consacrée à l'examen des réalisations enregistrées en 2010. **P.5**

CCDH-MINISTÈRE DE L'EMPLOI

Réunion de la commission chargée du partenariat

Une réunion consacrée à l'examen des réalisations enregistrées en 2010 et à la présentation du plan d'action 2011.

YOUSRA AMRANI

Dans le cadre du partenariat établi entre le Conseil consultatif des droits de l'Homme et le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la commission mixte chargée de la mise en oeuvre du partenariat a tenu, lundi dernier à Rabat une réunion consacrée à l'examen des réalisations enregistrées en 2010.

Cette rencontre était également une occasion pour mettre au point le plan d'action pour l'année 2011. Selon les déclarations des différents intervenants, ce plan s'articule autour de plusieurs axes à savoir la formation, les projets, les unités mobiles de formation, la formation progressive, la promotion du travail et l'organisation de colloques et de forums.

Pour le volet de la formation par exemple, le programme de 2011 prévoit donc l'organisation de sessions de formation dans le domaine de la promotion des droits de l'Homme au profit des cadres du ministère parallèlement à d'autres formations pour initier les membres des coordinations locales

notamment en ce qui concerne l'approche des droits de l'Homme, les techniques de gestion des projets, et les mécanismes de plaidoirie. S'agissant de la généralisation des projets aux régions concernées par le programme de réparation communautaire, il a été décidé la création de centres de formation professionnelle à Takalfat (province d'Azilal), à Lakbab (Khénifra), Oulmès (Khemisset), Beni Hdifa (Al Hoceima), Beni Chiker (Nador).

Le programme d'action 2011 prévoit, aussi, la promotion du travail, l'ouverture de nouvelles agences dans les régions concernées par le programme de réparation communautaire, l'encadrement de projets géné-

rateurs de revenus, l'augmentation du nombre de bénéficiaires du programme Moukawalati et l'organisation de rencontres régionales avec les associations porteuses de projets dans le cadre de la coordination avec les bureaux régionaux. L'organisation des colloques et des forums figure aussi dans le même plan d'action. Dans ce cadre, il a été décidé l'organisation de deux colloques nationaux sur les droits syndicaux et les droits socio-économiques.

Selon le président du CCDH Ahmed Herzenni, ces actions s'inscrivent dans le cadre de la convention de partenariat et de coopération relative à la mise en oeuvre de la réparation individuelle et communautaire signée en 2008. Cet accord prévoit en effet que le ministère contribue à la mise en oeuvre des programmes de réparation individuelle et communautaire en s'engageant à faciliter l'accès des victimes et leurs ayants droit à la formation professionnelle et à la formation continue. Le département de l'emploi est appelé aussi en vertu de ladite convention à faciliter

LES CLÉS

Formation

Le plan d'action de 2011 prévoit l'organisation de sessions de formation dans le domaine de la promotion des droits de l'Homme au profit des cadres du ministère.

Colloque

Le ministère de l'Emploi et le CCDH ont convenu l'organisation de deux colloques nationaux sur les droits syndicaux et les droits socio-économiques.

l'accès de ces victimes aux services de l'agence nationale pour la promotion de l'emploi et des compétences ainsi qu'aux autres institutions publiques sous tutelle du ministère, et à donner la priorité aux régions concernées par le programme de réparation communautaire dans ses projets d'investissement.

Notons que cette rencontre a été marquée par la signature d'une circulaire conjointe appelant les services extérieurs du ministère, les établissements qui en relèvent ainsi que les bureaux régionaux du conseil, à adhérer pleinement au partenariat eu égard au rôle qu'ils doivent assumer au niveau local dans l'application des programmes annuels tracés au niveau central pour activer les clauses de la convention de partenariat. ■

Bilan 2010

Il est important de souligner que cette réunion était une occasion pour dresser le bilan des réalisations en 2010. Le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Jamal Rhmani a qualifié ce bilan de « positif » évoquant, à cet égard, les activités relatives à la formation des cadres du ministère, des membres des coordinations locales pour réparer les préjudices communautaires dans le domaine de la gestion, de l'élaboration des projets. En effet, l'année 2010 a connu l'organisation de trois sessions de formation au profit de près

de 90 personnes. S'agissant de la promotion du travail et de l'emploi, il a été souligné l'ouverture de nouveaux bureaux de l'agence nationale pour la promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC), le renforcement des services assurés par l'Agence aux ayants droit des victimes des violations passées des droits de l'Homme pour permettre aux candidats de bénéficier de stages dans certains établissements dans le but de leur permettre d'acquérir l'expérience requise pour accéder au monde de l'emploi.

La vice-présidente du Comité contre la Torture (CAT) des Nations Unies: Le Maroc a franchi des pas importants en matière de lutte contre la discrimination et la violence à l'égard des femmes

Le Maroc a franchi des pas importants en matière de lutte contre les différentes formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes, un travail salué par les instances et les organisations internationales, a affirmé Mme Saadia Belmir, Magistrate à la Cour Suprême et vice-présidente du Comité contre la Torture (CAT) des Nations Unies.

Grâce au dialogue, le Maroc a réussi à réformer un grand nombre de Lois conférant ainsi plus de droits et d'égalité aux femmes, a relevé l'experte onusienne qui participe, mardi et mercredi à Madrid, à des journées de réflexion sur «l'action internationale contre la violence à l'égard des femmes».

Mme Belmir, qui a été invitée par les organisateurs de ces journées pour livrer son point de vue ainsi que l'expérience du Maroc en matière de lutte contre les différentes formes de violence à l'égard des femmes, a salué l'effort fourni par l'Etat Marocain en la matière.

Elle a, dans ce contexte, cité la réforme du statut du code personnel, communément appelé «La Moudouwana», une réforme qui confère plus de droits et d'égalités aux femmes et qui reflète la voie que le Maroc a choisi d'emprunter celle du progrès et de la modernité.

Cette réforme, qui est d'ailleurs citée comme exemple dans le monde arabe et musulman ainsi qu'en Occident, est une grande réussite pour le Maroc, un pays qui reconnaît l'élément genre comme composante essentielle dans la défense des droits de l'Homme.

D'ailleurs la composante du genre est présente avec force dans les recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation, une instance créée par le Maroc, premier pays arabe et musulman à avoir eu le courage de solder son passif des violations des droits humains, a-t-elle fait remarquer.

Au Maroc, l'élément genre est reconnu comme composante essentielle dans la défense des droits humains, a-t-elle affirmé, citant dans ce contexte la création au sein du Conseil Consultatif des Droits Humains (CCDH) d'une cellule dédiée exclusivement aux actions en faveur des femmes.

Certes le chemin parcouru par le Royaume en matière de lutte contre la discrimination et la violence du genre est appréciable, mais les femmes ainsi que les associations de la société civile demandent «un peu plus de pénalisation de la violence à l'égard des femmes», a fait remarqué l'experte onusienne qui a salué le travail important accompli par la société civile marocaine.

Elle a également attiré l'attention sur l'importance de l'éducation comme moyen pouvant contribuer à juguler le phénomène de la violence du genre.

S'agissant de l'arsenal juridique relatif à la lutte contre la violence du genre, elle a affirmé que tout arsenal juridique ne peut réussir que s'il est accompagné d'un travail de sensibilisation et de rectification de certaines représentations idéologiques, culturelles et anthropologiques.

Elle a, dans ce contexte, préconisé le dialogue comme voie à même d'aider à rectifier ces représentations qui se dressent comme un bouclier empêchant toute lutte contre les différentes formes de violence à l'égard des femmes, un phénomène universel qui n'exclut aucune société.

D'ailleurs, c'est grâce au dialogue que le Maroc a pu parvenir à des résultats tangibles en matière de lutte contre la violence et la discrimination du genre dans un contexte où le poids des représentations culturelles et idéologiques est très pesant, a fait remarqué Mme Belmir.

Selon cette experte, la Loi se heurte malheureusement aux représentations culturelles et idéologiques, pour cela un travail de sensibilisation et d'explication doit accompagner toute réforme sociale.

Elle a, également, épinglé le décalage entre les textes législatifs et la réalité sur le terrain et dans la société.

Organisées par l'Université Carlos III de Madrid et Casa América, en collaboration notamment avec le ministère espagnol des Affaires étrangères et le Secrétariat d'Etat espagnol à l'Egalité, ces journées de réflexion sont consacrées à dresser le bilan et à dégager une vision complète sur les contraintes qui se posent à la consécration de la lutte contre la violence du genre à l'échelle internationale.

17 02 11

La rencontre, qui est rehaussée par la participation d'experts internationaux comme Rashida Manjoo, la rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence contre les femmes et Soledad Murillo, membre du comité des Nations Unies contre la discrimination des femmes, offre également l'occasion de réfléchir sur la violence à l'égard des femmes en accordant un intérêt spécial aux incidences des représentations culturelles et religieuses sur ce phénomène universel.

Les participants à cette rencontre internationale, marquée également par la présence de journalistes internationaux spécialisés, de représentants de gouvernements et d'ONG actives en la matière, vont également passer en revue les actions internationales contre la violence du genre et réfléchir sur le degré d'efficacité de l'application de la Loi et les contraintes notamment sociales, anthropologiques et culturelles auxquelles elle se heurte.

Selon les organisateurs, «la violence extrême contre les femmes est un phénomène qui se propage de plus en plus actuellement en adoptant de nouvelles formes favorisées par l'inaction irresponsable des Etats contre des actes et des structures sociales qui discriminent et dégradent la femme».

Ces nouvelles formes de la violence extrême contre les femmes sont encouragées par le sentiment d'impunité dont semble se prévaloir les agresseurs en raison des représentations qu'ils se font de la culture ou de la religion, souligne-t-on de même source.

Mais la fin ou du moins la limitation de la violence extrême à l'égard des femmes ne pourra se réaliser que dans un contexte général qui place la protection de la femme contre toutes les formes de discrimination au cœur des préoccupations et qui en fait un principe constitutionnel du Droit Internationale tout comme un objectif fondamental de la société civile internationale.

Cette voie devra être suivie par tous les Etats ainsi que par les organisations internationales notamment l'Organisation des Nations Unies dont l'action a été et est toujours déterminante, affirment les organisateurs.



وزارة التشغيل والتكوين المهني والمجلس الاستشاري لحقوق الانسان يتفقان على برنامج العام الجاري لتفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة

الرباط: العلم

وصفت اللجنة المشتركة المشرفة على تفعيل الشراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الانسان، ووزارة التشغيل والتكوين المهني، حصيلة عملها للعام الماضي، «بالإيجابي» وصادقت على مضامين برنامج العمل لتنفيذ الشراكة بينهما العام الجاري، مع تحيينه بإدراج منطقة مولاي بويزة، التي شهدت أحداثا سنة 1973.

وقد وقع الطرفين على بروتوكول مشترك يتوجه لكل المسؤولين الجهويين بالمجلس الاستشاري لحقوق الانسان، ووزارة التشغيل والتكوين المهني، والمؤسسات العمومية الخاضعة لوصايتها، قصد تسريع وتيرة العمل المشترك، وتطوير أساليب التواصل.

وقال جمال أغماني، وزير التشغيل والتكوين المهني، إن الوزارة بتنسيق مع المجلس الاستشاري لحقوق الانسان، تعمل على إعطاء أهمية خاصة للمناطق المشمولة ببرنامج جبر الضرر الجماعي، ضمن برامجها، عبر تعزيز منظومة التكوين المهني بهذه الأقاليم، وإحداث شبايك، وفروعا للوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات بها.

وأكد أغماني أن الاتفاقية الموقعة بين الوزارة والمجلس سنة 2008، تتيح استفادة مكونات الوزارة من الخبرات التي راكمها المجلس في مجال حقوق الانسان، وذلك عبر دعم تكوين وتأهيل الموارد البشرية، واعتماد المقاربة الحقوقية في كل أبعادها في مجموع ما تقدمه من خدمات، وما تنجزه من برامج، في مجالات التكوين المهني، وتنظيم حكامه سوق الشغل، والوساطة في مجال التشغيل، والرقي بعلاقات الشغل، وتعزيز مختلف اليات الحماية الاجتماعية.

وأعتبر أغماني حصيلة التعاون القائمة بين الطرفين، السنة الماضية، بأنها إيجابية، معددا الأنشطة التي تم إنجازها، وتتعلق بتكوين أعضاء التنسيق المحلية لجبر الضرر الجماعي، في مجال التدبير وإعداد المشاريع، وكذا تكوين مجموعة من الضحايا نووي الحقوق، سواء بمراكز التكوين، أو عبر الوحدات المتنقلة التابعة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل، مشيرا إلى فتح وكالتين لإنعاش التشغيل والكفاءات، في كل من فيك وزاكورة، وتعزيز الخدمات التي تقدمها



أحمد حرزني

جمال أغماني

الوكالة لذوي الحقوق، ضحايا ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان، لتمكين المرشحين من الاستفادة من تداريب بعض المؤسسات بهدف إكسابهم الخبرة التي تؤهلهم لولوج عالم الشغل، بالإضافة إلى مواكبة 70 مستفيدا في إطار عملية تم تنظيمها على مستوى الدار البيضاء، 15 منهم لا يزالون يتلقون تكوينا أوليا و10 عبروا عن رغبتهم وإهتمامهم بمتابعة التكوين المهني، و7 يزالون نشاطا مدرا للدخل ويرغبون في تحسين وضعيتهم المادية، كما تم تنظيم 3 ورشات تكوينية استفاد منها ما يقارب 90 شخصا، و37 شخصا يتابعون تكوينهم في تخصصات مختلفة بمدينة العيون وطانطان، وتوسيع مراكز للتكوين، وإحداث أخرى، حيث إنطلقت أشغال البناء في مركز التأهيل الفلاحي بقلعة مكونة وإقليم وزارات.

وأعلن أغماني عن استفادة 11 ألف و294 من الحماية الاجتماعية بفضل الشباك الوحيد الذي أسند للصندوق الوطني لمنظومات الإحتياط الإجتماعي، وذلك سنة 2010، حيث أن هذا العدد يضم المؤمنين، وأزواجهم، وأبنائهم، إذ كلف ذلك 12315902 درهما.

وكشف أغماني عن بعض جزئيات البرنامج المقبل، موضحا أنه سيخصص أيضا دورات تكوينية لدعم قدرات الفاعلين المحليين لأعضاء التنسيق المحلية العاملة في برنامج جبر الضرر الجماعي، وذلك لما أسفرت عليه الدورات السابقة من نتائج إيجابية، علاوة على تكوين

إطار الوحدات المتنقلة للتكوين ببعض المناطق المشمولة بهذا البرنامج، معلنا عن استعداد الوزارة لإبرام إتفاقيات شراكة مع الجمعيات الفاعلة في ميدان التكوين، لإنجاز برامج لفائدة الشباب بصفة عامة، والمنقطعين عن الدراسة بصفة خاصة، ملتصقا من التنسيق المحلية ربط الإتصال بمندوبيات قطاع التكوين المهني، لتحصيل المساعدة، حيث ستقام وحدات متنقلة في جماعات بني عباس بالحسيمة، وجماعة تكلفت بزبال، وجماعتين تاونيت، بزاكورة وكذا، بإقليم تغوير بتودار الغالية، ومصاحبة أطحاب المشاريع المدرة للدخل.

ومن جهته، نوّه أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الانسان، بالشراكة القائمة بين الطرفين، وبعمل المدراء، مرددا ما صرح به أغماني من نجاح برنامج السنة الماضية، عبر إحداث مناطق مشمولة بجبر الضرر الجماعي، قصد المساهمة في النهوض بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية، لآبناء هذه المناطق، وإطلاق دينامية التكوين والتكوين عبر الوحدات المتنقلة بالمناطق النائية، والحرص على توسيع دائرة الضحايا المستفيدين من التغطية الصحية، دون أن يذكر عددهم. وأكد حرزني أن مخطط العمل سيتم على شكل سبعة محاور أساسية خمسة منها تعنى بالأقاليم المشمولة بجبر الضرر الجماعي من خلال مجموعة من الأنشطة تهم تقوية قدرات التنسيق المحلية لجبر الضرر الجماعي، وإحداث مراكز التكوين المهني، ووكالات لتنمية التشغيل، بالمناطق التي لم تستفد منها بعد، وكذلك تيسير الاستفادة من الولوج لمعاهد التكوين المهني، والتكوين المهني بالتدرج، وتعميم تجربة الوحدات المتنقلة للتكوين، والتحصين ببرنامج مقاولاتي لفائدة الشباب، بينما المحوران الأخران، يهتمان سبل التواصل حول البرنامج، ومنجزاته، وتنظيم أنشطة إشعاعية مشتركة.

وقال حرزني «إن واقعية البرنامج المقترح تسمح بإنجازه في الوقت المحدد له، كما تمكنا من تحقيق التراكمات المنتظرة من تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال جبر الضرر الفردي والجماعي، من جهة، وفتح أورش التفكير لتعزيز حقوق الانسان والديمقراطية ببلادنا».

اجتماع بالرباط للجنة المشرفة على تفعيل الشراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة التشغيل والتكوين المهني

المشاريع المدرة للربح المندرجة في إطار برنامج جبر الضرر الجماعي، وتوسيع قاعدة المستفيدين من برنامج مقاولاتي، وعقد لقاءات جهوي مع الجمعيات الحاملة للمشاريع في إطار التنسيق مع المكاتب الجهوية.

أما فيما يتعلق بمحور الندوات والمندوبات فقد تقرر عقد ندوة وطنية حول الحقوق النقابية (24 فبراير الجاري) وكذا ندوة وطنية حول الحقوق الاقتصادية والاجتماعية (جنبر المقبل).

ينبغي أن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة التشغيل والتكوين المهني وقعا في يونيو 2008 إتفاقية شراكة وتعاون تخرط الوزارة بمقتضاها في تفعيل برامج جبر الضرر الفردي والجماعي من خلال تيسير استفادة الضحايا وذوي حقوقهم من التكوين واستكمال التكوين لتأهيلهم لولوج سوق الشغل، وتسهيل استفادتهم من خدمات الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات والمؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية الوزارة.

كما تلتزم الوزارة بالعمل على تسوية المشاكل القانونية والمالية والإدارية بالنسبة للضحايا موضوع توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة والتي تدخل ضمن اختصاصات وزارة التشغيل والتكوين المهني وإعطاء أهمية خاصة للمناطق المعنية بجبر الضرر الجماعي ضمن برامج الوزارة والمؤسسات العمومية الخاضعة لوصايتها، وتعزيز التكوين المهني بالأقاليم المشمولة ببرنامج جبر الضرر الجماعي.

وقد تميز هذا اللقاء بتوقيع كل من السيد جمال أغماني والسيد أحمد حرزني على دورية مشتركة تحت المصالح الخارجية للوزارة والمؤسسات التابعة لها من جهة، والمكاتب الجهوية للمجلس من جهة أخرى، على الإنخراط التام في الشراكة اعتبارا للدور المنتظر منهم القيام به على الصعيد المحلي لتنفيذ البرامج السنوية المسطرة على المستوى المركزي لتفعيل بنود إتفاقية الشراكة.

الدولية سواء تعلق منها بحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة أو حقوق الإنسان.

من جهته، نوه السيد أحمد حرزني بما تم إنجازه ضمن برنامج العمل الخاص بسنة 2010 والذي عرف تدشين عدد من المنجزات من بينها مجموعة من الإحداثيات بالمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي والتي ستساهم في النهوض بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية لإنشاء هذه المناطق.

وأبرز أن هذا الاجتماع يشكل مناسبة لتثمين العمل المشترك الذي يجمع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة التشغيل والتكوين المهني، وكذا لتعزيز الشراكة بينهما والعزم على مواصلة نفس الوتيرة.

من جهة أخرى، تم خلال هذا اللقاء استعراض برنامج العمل المشترك برسم سنة 2011، والذي يهيم عددا من المحاور المتعلقة بالتكوين والإحداثيات والوحدات المتنقلة للتكوين والتكوين بالتدرج وإنعاش الشغل وعقد الندوات والمندوبات والتواصل.

فخصوص محور التكوين، فيتضمن برنامج سنة 2011 تنظيم دورات لتكوين أطر الوزارة في مجال النهوض بحقوق الإنسان، وكذا دورات أخرى لتكوين أعضاء التنسيق المحلية حول «المقاربة الحقوقية»، و«تقنيات تدبير المشاريع» و«البيات المرافعة».

أما فيما يتعلق بتعميم الإحداثيات بالمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي والتي لم تشملها بعد فقد تقرر إحداث مراكز للتكوين المهني بكل من تاكلت (إقليم أزيلال) ولقباب (خنيفرة) ووالماس (الخميسات) وبنو حديفة (الحسيمة) وبنو شكير (الناظور).

كما يتضمن برنامج سنة 2011، في المحور المتعلق بإنعاش الشغل، افتتاح وكالات جديدة بالمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي والتي لم تشملها بعد، وتاطير

عقدت اللجنة المشتركة للإشراف على تفعيل تنفيذ الشراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة التشغيل والتكوين المهني، أول أمس الإثنين بالرباط، اجتماعا خصص للوقوف عند حصيلة سنة 2010، بالإضافة إلى تقديم برنامج العمل لتنفيذ الشراكة بين الطرفين برسم سنة 2011.

وأبرز وزير التشغيل والتكوين المهني السيد جمال أغماني خلال هذا الاجتماع الحصيلة الإيجابية لتفعيل تنفيذ الشراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة التشغيل والتكوين المهني خلال سنة 2010، مشيرا بهذا الصدد إلى الأنشطة المتعلقة بتكوين أطر الوزارة وأعضاء التنسيق المحلية لجبر الضرر الجماعي في مجال التدبير وإعداد المشاريع، حيث تم تنظيم ثلاث دورات تكوينية استفاد منها ما يقارب 90 شخصا.

وفي إطار إنعاش الشغل والتشغيل، أوضح السيد أغماني، أنه تم افتتاح وكالات جديدة للوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات، علاوة على تعزيز الخدمات التي تقدمها الوكالة لذوي حقوق ضحايا انتهاكات حقوق الإنسان لتمكين المرشحين من الاستفادة من تداريب ببعض المؤسسات بهدف إكسابهم الخبرة التي تؤهلهم لولوج عالم الشغل.

وأضاف أنه فيما يخص الحماية الاجتماعية، وبفضل الشبكات الوحيد الذي أسند له الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي مهمة معالجة ملفات ضحايا الانتهاكات، فقد وصل مبلغ المصاريف إلى ما يقارب 12 مليون و300 ألف درهم.

وموازة مع ذلك فقد حرصت الوزارة، بضيف السيد أغماني، على المساهمة في متابعة القضايا ذات الاهتمام المشترك مع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، خاصة فيما يتعلق بالتزامات المغرب بشأن أعمال بعض الإتفاقيات

سعيًا إلى تفعيل شراكة بينهما..

حرزني وأغماني ينزعان فتيل غضب ضحايا انتهاكات حقوق الإنسان



الشغل والتشغيل. وأعلن الوزير أنه تم صرف حوالي 12 مليوناً و300 ألف درهم في إطار مهمة معالجة ملفات ضحايا الانتهاكات المسندة للصدوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي.

وقبل الانتقال إلى عرض مخطط سنة 2011، تناول رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان كلمة نوه من خلالها بما تم تحقيقه في إطار اتفاقية الشراكة خلال السنة المنصرمة، حيث أشار إلى ما تم إحداثه من مشاريع في المناطق المشمولة بحبر الضرر؛ وهي المشاريع الكفيلة بالنهوض بالأوضاع الاقتصادية والاجتماعية لأبناء تلك المناطق.

أما فيما يخص المخطط الذي تم رسده للسنة الجارية في إطار اتفاقية الشراكة بين المجلس والوزارة، فمن المرتقب أن يتم إيلاء أهمية خاصة للمناطق المعنية بحبر الضرر في إطار برامج الوزارة وأيضاً مجمل المؤسسات العمومية الخاضعة لوصايتها، وتعزيز التكوين المهني لتلك المناطق، بالإضافة إلى إنعاش

الشغل والتشغيل. وأعلن الوزير أنه تم صرف حوالي 12 مليوناً و300 ألف درهم في إطار مهمة معالجة ملفات ضحايا الانتهاكات المسندة للصدوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي.

وقبل الانتقال إلى عرض مخطط سنة 2011، تناول رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان كلمة نوه من خلالها بما تم تحقيقه في إطار اتفاقية الشراكة خلال السنة المنصرمة، حيث أشار إلى ما تم إحداثه من مشاريع في المناطق المشمولة بحبر الضرر؛ وهي المشاريع الكفيلة بالنهوض بالأوضاع الاقتصادية والاجتماعية لأبناء تلك المناطق.

أما فيما يخص المخطط الذي تم رسده للسنة الجارية في إطار اتفاقية الشراكة بين المجلس والوزارة، فمن المرتقب أن يتم إيلاء أهمية خاصة للمناطق المعنية بحبر الضرر في إطار برامج الوزارة وأيضاً مجمل المؤسسات العمومية الخاضعة لوصايتها، وتعزيز التكوين المهني لتلك المناطق، بالإضافة إلى إنعاش

■ الرباط: حليمة أبروك ■

أبرز وزير التشغيل والتكوين المهني، جمال أغماني، أهمية الشراكة التي تربط بين وزارته والمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في إطار مخطط جبر الضرر الفردي والجماعي.

وقد أشار أغماني، خلال اجتماع اللجنة المشتركة للإشراف على تفعيل الشراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة التشغيل والتكوين المهني أول أمس الإثنين، إلى أن الوزارة فعلت عدداً من الأنشطة المتعلقة بتكوين أطرها وأعضاء التنسيقيات المحلية من خلال ثلاث دورات استفاد منها حوالي 90 شخصاً في مجال التدبير والإعداد لمشاريع لجبر الضرر.

وأضاف الوزير، في إطار عرض الحصيلة السنوية للشراكة الموقعة في يونيو من سنة 2008، أنه قد تم افتتاح فروع جديدة للوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات في الأقاليم المشمولة ببرنامج جبر الضرر الجماعي، وذلك بهدف إنعاش

شراكة بين حرزني ووزارة التشغيل لجبر الضرر الجماعي

على المساهمة في متابعة القضايا ذات الاهتمام المشترك مع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، خاصة فيما يتعلق بالتزامات المغرب بشأن أعمال بعض الاتفاقيات الدولية سواء تعلق منها بحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة أو حقوق الإنسان.

من جهته، نوه أحمد حرزني بما تم إنجازه ضمن برنامج العمل الخاص بسنة 2010 والذي عرف تشييد عدد من المنجزات من بينها مجموعة من الإحداثيات بالمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي والتي ستساهم في النهوض بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية لأبناء هذه المناطق.

وأبرز أن هذا الاجتماع يشكل مناسبة لتقنين العمل المشترك الذي يجمع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة التشغيل والتكوين المهني، وكذا لتعزيز الشراكة بينهما والعزم على مواصلة بنفس الوتيرة.

من جهة أخرى، تم خلال هذا اللقاء استعراض برنامج العمل المشترك برسم سنة 2011، والذي يهم عددا من المحاور المتعلقة بالتكوين والإحداثيات والوحدات المتنقلة للتكوين والتكوين بالتدرج وإنعاش الشغل وعقد الندوات والملتقيات والتواصل. فبخصوص محور التكوين، فينضم برنامج سنة 2011 تنظيم دورات لتكوين أطر الوزارة في مجال النهوض بحقوق الإنسان، وكذا دورات أخرى لتكوين أعضاء التنسيقيات المحلية حول «المقاربة الحقوقية» و«تقنيات تدبير المشاريع» و«أليات المرافعة».

عقدت اللجنة المشتركة للإشراف على تفعيل تنفيذ الشراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة التشغيل والتكوين المهني، أول أمس بالرباط، اجتماعا خصص للوقوف عند حصيلة سنة 2010، بالإضافة إلى تقديم برنامج العمل لتنفيذ الشراكة بين الطرفين برسم سنة 2011.

وأبرز وزير التشغيل والتكوين المهني جمال أغماني خلال هذا الاجتماع الحصيلة الإيجابية لتفعيل تنفيذ الشراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة التشغيل والتكوين المهني خلال سنة 2010، مشيرا بهذا الصدد إلى الأنشطة المتعلقة بتكوين أطر الوزارة وأعضاء التنسيقيات المحلية لجبر الضرر الجماعي في مجال التدبير وإعداد المشاريع، حيث تم تنظيم ثلاث دورات تكوينية استفاد منها ما يقارب 90 شخصا.

وفي إطار إنعاش الشغل والتشغيل، أوضح أغماني، أنه تم افتتاح وكالات جديدة للوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات، علاوة على تعزيز الخدمات التي تقدمها الوكالة لذوي حقوق ضحايا انتهاكات حقوق الإنسان لتمكين المرشحين من الاستفادة من تداريب ببعض المؤسسات بهدف إكسابهم الخبرة التي تؤهلهم لولوج عالم الشغل.

وأضاف أنه فيما يخص الحماية الاجتماعية، وبفضل الشباك الوحيد الذي أسند له الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي مهمة معالجة ملفات ضحايا الانتهاكات، فقد وصل مبلغ المصاريف إلى ما يقارب 12 مليون و300 ألف درهم. وموازة مع ذلك فقد حرصت الوزارة، يضيف أغماني،